



# PRÉFET DES VOSGES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

**Arrêté n° 1022/2022/DREAL/UD88 du 21 OCT. 2022**  
**relatif à l'exploitation d'une carrière située sur la commune de SAULXURES SUR MOSELOTTE**  
**au Lieu-dit « Lansau » exploitée par la GRANITERIE PETITJEAN**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;
- Vu** le Code minier et textes pris pour son application ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1987/2002 du 08 août 2002 modifié autorisant la société SAGRAM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granit sise sur la commune de SAULXURES SUR MOSELOTTE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1146/2004 autorisant la société CARRIERES PETITJEAN à reprendre l'exploitation de la carrière de SAULXURES SUR MOSELOTTE en lieu et place de la société SAGRAM ;
- Vu** le rapport de l'inspection du 12 mai 2005 transférant l'exploitation de la carrière à la société GRANITERIE PETITJEAN, dont le siège social est situé 14 chemin des écorces à LA BRESSE (88250) en lieu et place la société des CARRIERES PETITJEAN ;
- Vu** le dossier de demande de cas par cas et ses annexes présentés par la société GRANITERIE PETITJEAN, reçu complet le 11 février 2020, relatif au projet d'extension de la carrière de granit exploitée sur la commune de SAULXURES-SUR-MOSELOTTE au lieu dit « LANSAU »(88290) ;
- Vu** la décision n° 323/2020/DREAL/UD88 du 08 juin 2020 relative à la demande d'extension de la carrière de granit exploitée par la société GRANITERIE PETITJEAN sur la commune de SAULXURES SUR MOSELOTTE ;
- Vu** les compléments du 13 mars 2021, du 18 octobre 2021 et du 25 mai 2022 transmis par la société GRANITERIE PETITJEAN ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 26 août 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 16 septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

**Considérant** que la société GRANITERIE PETITJEAN [a ou n'a pas] émis d'observations au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le xxxxx ;

**Considérant** que la modification des conditions d'exploitation de la carrière n'est pas une modification substantielle et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, sont prévenus par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1987/2002 du 08 août 2002 modifié et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

# 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GRANITERIE PETITJEAN dont le siège social est situé à 14 chemin des écorces 88250 LA BRESSE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 08 août 2002 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de granit, sur les parcelles suivantes :

| Commune                 | Lieu-dit | Section | Parcelle | Superficie sollicitée (m²) | Superficie exploitable (m²) | Superficie zone évitement (m²) |
|-------------------------|----------|---------|----------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| SAULXURES SUR MOSELOTTE | Lansau   | D       | 267      | 62825                      | 25690                       | 14200                          |
|                         |          |         | 272 p    | 22643                      | 6910                        | 15733                          |
| Total de la superficie  |          |         |          | 85468                      | 32600                       | 29933                          |

Superficie totale autorisée : 85 568 m<sup>2</sup>

Superficie totale exploitable : 32 600 m<sup>2</sup>

Un plan de localisation des périmètres d'autorisation, d'exploitation et des zones d'évitement est joint en annexe 1 du présent arrêté.

La surface exploitable tient compte des distances de recul nécessaires à la sécurité et la salubrité publiques (bande des 10 m).

Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

### 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1987/2002 du 08 août 2002 sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

### 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La société GRANITERIE PETITJEAN est autorisée à exploiter les installations classées suivantes :

| Rubrique         | Activités  | Observations   | Classement      |
|------------------|--|--|-----------------|
| 2510-1<br>(ICPE) | Carrières<br>(exploitation de)   | Extraction de granit<br><br>Production maximale annuelle:<br><b>49 000 tonnes</b><br><br>Gisement total restant à extraire à la date de l'arrêté préfectoral:<br><b>437 575 m<sup>3</sup></b> soit 1 181 452 t | A <sup>1</sup>  |
| 2515<br>(ICPE)   | Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW. | Installation mobile de concassage et installation mobile de criblage.<br><br>Chaque installation a une puissance inférieure <b>200 kW</b> et <b>elles ne pourront pas fonctionner de manière simultanée.</b>   | D <sup>2</sup>  |
| 2517<br>(ICPE)   | Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. La capacité de stockage est inférieure à 5 000 m <sup>2</sup> .  | La capacité de l'aire est de <b>3 100 m<sup>2</sup></b>  | NC <sup>3</sup> |

### 1.2.2 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 30 années soit jusqu'au 08 août 2032.

Les travaux de remise en état sont inclus dans cette durée.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois avant la fin de la présente autorisation ; cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

## 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

### 1.3.1 Conformité

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1 A : Autorisation

2 D : Déclaration

3 NC : Non Classée

## **1.4 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **1.4.1 Objet des garanties financières**

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

### **1.4.2 Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes est de :

- 125 355 euros T.T.C, pour la phase 1 (période de 2020 à 2024) ;
- 139 190 euros T.T.C, pour la phase 2 (période de 2024 à 2029) ;
- 145 422 euros T.T.C, pour la phase 3 (période de 2029 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral) ;

Ils ont été calculés en tenant compte des indices suivants :

- TP01 (base 2010 – mars 2022) = 124,7
- Indice de raccordement à l'ancienne base TP01 = 6,5345
- TVA = 20 %

### **1.4.3 Etablissement des garanties financières**

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées:

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **1.4.4 Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

### **1.4.5 Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **1.4.6 Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **1.4.7 Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **1.4.8 Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- ☐ pour la mise en sécurité de l'installation,
- ☐ pour la remise en état du site,
- ☐ lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ☐ pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **1.4.9 Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **1.5.1 Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont

systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **1.5.2 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **1.5.3 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **1.5.4 Renouvellement/extension**

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au Préfet au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette autorisation.

La demande est présentée conformément à l'article R. 181-49 du Code de l'environnement.

### **1.5.5 Changement d'exploitant**

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. À cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

## **1.6 RÉGLEMENTATION**

### **1.6.1 Réglementation applicable (liste non exhaustive)**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 9/02/2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- Arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- Arrêté du 19/04/10 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ;
- Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (\*) ;

- Arrêté du 27/10/11 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement ;
- Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

### **1.6.2 Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.



### 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### 2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction des impacts

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les mesures d'évitement et de réductions suivantes :

##### A/ Mesure d'évitement

l'exploitation des matériaux est interdite dans les zones à forte valeur écologique. Un plan de localisation des zones est joint en annexe 1 du présent arrêté.

##### B/ Mesures de réduction

l'exploitant doit mettre en place de nouvelles mares et pierriers de telle sorte que la migration des animaux s'effectue naturellement (mesure en vue de compenser la disparition des mares à amphibiens prescrit dans l'arrêté d'autorisation n°1987/2002 du 08 août 2002)

L'étang prévu dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation du 08 août 2001 doit être remplacé par une multitude de sites humides.

Ces opérations doivent être conduites avec l'aide d'un organisme spécialisé dans la préservation des amphibiens et des reptiles avec lequel une convention doit être passée avant les premiers travaux.

Afin de ne pas détruire l'habitat et les zones de nourrissage du Cassenoix moucheté, l'exploitant doit laisser en place, dans la mesure du possible, les grands épicéas, ainsi que des zones à noisetiers.

#### 2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent également la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et affichées.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'exploitation et des enjeux écologiques en présence. L'exploitant veille à la formation de son personnel et de toute personne intervenant sur le site sur les aspects liés à l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement et des risques associés, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en

œuvre des moyens d'intervention ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité leur sont transmises. Les particuliers sont admis uniquement dans l'aire de chargement qui leur est réservée à l'entrée du site.

#### **2.1.4 Espèces invasives**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour lutter efficacement contre les espèces invasives dont notamment la Renouée du Japon, l'impatience de l'Himalaya, la Solidage du Canada, l'Ambroisie, le Robinier Faux-acacia.

### **2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

#### **2.2.1 Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle et adaptés à ses installations pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, floculants, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **2.3.1 Propreté**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et de ses abords est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets,...

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

#### **2.3.2 Esthétique**

Les abords du site, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, dans le respect des mesures de préservation de la faune et de la flore. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

### **2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENUS**

#### **2.4.1 Danger ou nuisance non prévenus**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

### **2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

#### **2.5.1 Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les

personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **2.6 SUIVI DES RESULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les rapports d'analyses commentés sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'autorisation.

## **2.7 DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES A L'EXPLOITATION**

### **2.7.1 Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

### **2.7.2 Panneaux**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site ;
- des panneaux avertissant des dangers du site ;
- des panneaux interdisant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.

### **2.7.3 Accès à la voirie publique**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés.

A l'entrée du site est affiché un plan de circulation.

Les matériaux extraits doivent être acheminés hors du site par voie routière. Seul le chemin rural n°21 doit être utilisé par les camions. L'exploitant doit veiller au bon état de ce chemin et doit l'entretenir si besoin.

Pendant les campagnes exceptionnelles d'évacuation d'enrochements, l'exploitant organisera la circulation de ses camions sur le chemin rural n°21 et au niveau du carrefour avec la RD34 afin d'éviter toute situation dangereuse.

Le nombre de rotations sur le site est limité à 20 camions par jour.

### **2.7.4 Réseau de dérivation des eaux de pluie**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au Code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

## 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

### 2.8.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement,
- le plan de gestion des déchets « d'extraction »,
- le plan de référencement des zones de remblaiement,
- les éventuels rapports de contrôle des vibrations émises lors de pétardage,
- le registre de contrôle des dispositifs de clôture d'enceinte,
- le résultat des analyses et contrôles réalisés en application du présent arrêté,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## 2.9 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

### 2.9.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

| Articles                                | Documents à transmettre  | Périodicités / échéances  |
|---|--|---|
| ARTICLE 1.4.3                           | Attestation de constitution de garanties financières             | Préalablement aux travaux d'extraction  |
| ARTICLE 1.4.4                           | Renouvellement des garanties financières                         | Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.                |
| ARTICLE 1.4.5                           | Actualisation des garanties financières                          | Avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01                         |
| ARTICLE 1.5.1                           | Modification des installations                                   | Avant la réalisation de la modification.  |
| ARTICLE 1.5.4                           | Renouvellement / prolongation                                    | 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation                                     |
| ARTICLE 1.5.5                           | Changement d'exploitant  | 3 mois avant le changement d'exploitant   |
| ARTICLE 2.5.1                           | Déclaration des accidents et incidents                           | Rapport à transmettre sous 15 jours à l'inspection des installations classées           |
| ARTICLE 7.1.1                           | Autosurveillance des niveaux sonores                             |   |
| ARTICLE 9.1.2                           | Notification de la cessation d'activité                          | 6 mois avant la date de cessation d'activité  |
| ARTICLE 7 de l'AM du 31/01/2008 modifié | Bilans et rapports annuels<br>Déclaration annuelle des émissions | Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)<br>Bilan du suivi de retombées de poussières |

### 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### 3.1.1 Horaires d'ouverture

L'exploitant est autorisé à extraire, à pétarder ou traiter les matériaux de 7H à 18H du lundi au vendredi hors jours fériés.

#### 3.1.2 Sécurité

En dehors de la présence de personnel qualifié les installations et engins sont laissés en sécurité.

#### 3.1.3 Clôture

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

### 3.2 PLANS

#### 3.2.1 Plan d'exploitation

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adaptée à la superficie du site.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publiques ;
- les exutoires de rejets des effluents aqueux ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

#### 3.2.2 Plan de référencement des zones de remblaiement

L'exploitant tient à jour, un plan précis des zones à remblayer et des zones déjà remblayées. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

### **3.2.3 Mise à jour et Archivage**

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre.

Le plan d'exploitation et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

### **3.3 PHASAGE**

Le phasage joint en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté.

Les travaux sont menés en 3 phases de 5 années :

### **3.4 DÉFRICHAGE - DÉBOISEMENT**

Le déboisement et le défrichage sont réalisés progressivement par phase correspondante aux besoins de l'exploitation.

Le défrichement doit être compensé par un reboisement de 0,8 ha sur d'autres terrains ou par des travaux d'amélioration sylvicoles pour un montant de 3 504 € ou de s'acquitter de cette obligation en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) un montant de 3 504 € tel qu'ils ont été définis avec la DDT (coefficient multiplicateur 1).

Le défrichement sera réalisé en dehors des périodes de reproduction du Grimpereau des Bois (avril à juin).

#### **3.4.1 Décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état.

La hauteur des stocks de terres végétales et de stériles est telle que la stabilité des tas est assurée et que les caractéristiques physiques des matériaux ne puissent s'altérer.

### **3.5 EXTRACTION DES MATÉRIAUX**

La côte minimale d'extraction est de + 886 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction.

L'extraction de matériaux est réalisée à l'aide d'un fil diamanté. L'utilisation des explosifs est limitée à la découpe des blocs au niveau de la paroi comme prévu à l'article 3.6 du présent arrêté.

La hauteur du front de taille est limitée à 15 m.

L'extraction est conduite en 5 gradins maximum. Une banquette suffisamment large permet le passage des engins.

La stabilité des terrains voisins ne doit pas être compromise.

Les fronts ainsi que les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'exploitation est réalisée à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille; à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que les pentes, à sec et sous eau définies par le présent arrêté.

### **3.6 ABATTAGE À L'EXPLOSIF**

#### **3.6.1 Utilisation des explosifs**

L'utilisation d'explosifs est autorisée sur la carrière uniquement pour les opérations de pétardage et plus précisément pour réaliser le découpage primaire et secondaire de la masse granitique afin d'obtenir des blocs et de les décrocher de la paroi après le sciage au fil diamanté.

Afin de limiter les opérations de pétardage lors de la fabrication des enrochements, l'exploitant utilisera de préférence des coins hydrauliques pour fracturer les blocs. En cas d'inefficacité, l'exploitant pourra utiliser le pétardage. Néanmoins, l'exploitant doit limiter le pétardage et rechercher une méthode de fracturation des blocs ne nécessitant pas l'utilisation d'explosif.

#### **3.6.2 Valeurs limites de vibrations**

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les pétardages ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.

Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant :

- la date et l'heure du tir ;
- la charge unitaire ;
- le lieu (parcelle position du front) ;
- le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement ;
- les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression ;
- la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée ;
- les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.

### **3.7 STOCKAGE ET TRAITEMENT DES MATÉRIAUX EXTRAITS**

Les matériaux abattus sont repris par des dispositifs ou engins adaptés pour être acheminés vers l'installation de traitement des matériaux par voie sèche.

L'installation de traitement des matériaux est composée d'une installation de concassage et d'une installation de criblage. Il est interdit d'utiliser ces installations de manière simultanée.

L'exploitant prend toute disposition pour que les stocks ne soient pas être à l'origine d'envol de poussière.

### **3.8 TRANSPORT DES MATÉRIAUX**

L'expédition des matériaux commercialisables s'effectue principalement par voie routière. Un mode de transport présentant un impact moindre doit être recherché tout au long de la durée de l'exploitation.

Les transports de matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par des bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

### **3.9 ARCHÉOLOGIE**

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, site de Metz (6 place de chambre – 57045 METZ CEDEX 1 – tel : 03 87 56 41 10), soit directement par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L. 531-14 du code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines portées à l'article 322-3-1 du code pénal.

### 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### 4.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### 4.1.2 Envols de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les zones de stockages ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification permettant de réduire les envols de poussières,
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.



### 5.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

### 5.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### 5.2.1 Origine des approvisionnements en eau

Tout prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit.

L'eau utilisée pour le sciage doit provenir des bassins de décantation.

### 5.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### 5.3.1 Dispositions générales

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 5.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 5.4 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### 5.3.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et résister dans le temps aux actions physiques des effluents.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### 5.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

#### 5.4.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

| Catégories d'effluents   | Destination et mode de traitement   |
|--|---|
| Eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées   | Collecté dans un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel via un fossé.<br>Rejet extérieur sous conditions de respect des valeurs limites définies à l'article 5.4.4 du présent arrêté. |
| Effluents de l'aire de ravitaillement des engins   | Recueil des effluents et évacuation comme déchet dans une filière adaptée   |
| Eaux pluviales susceptibles d'être polluées utilisées au niveau de l'installation de sciage (refroidissement fil diamanté) | Collecté dans un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel via un fossé.<br>Rejet extérieur sous conditions de respect des valeurs limites définies à l'article 5.4.4 du présent arrêté. |

| Catégories d'effluents  | Destination et mode de traitement  |
|---|--|
| Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aires de parking, de manœuvre de véhicule, ...)  | Traitement puis rejet extérieur sous conditions de VLE selon milieu récepteur (à minima celles de l'AM du 22/09/94 art 18.2.3) |
| Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction qui auraient pu être collectées à l'issue de l'accident) | Traitement comme déchets si produits toxiques avérés   |

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

#### 5.4.2 Collecte des effluents

L'exploitant tient à jour un schéma représentant le réseau de collecte des effluents.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### 5.4.3 Entretien et conduite des installations de traitement

L'exploitant s'assure de la bonne marche des installations de traitement des eaux (bassin de décantation, filtres, cyclone....). En ce sens, des contrôles sont réalisés périodiquement et leur résultat portés sur un registre.

Les bassins de décantation et de pré-décantation sont curés autant que de besoin ; leur entretien est tracé sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'emplacement des bassins de décantation peut évoluer au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitations. Le schéma de principes d'emplacement des bassins de décantation est défini dans les plans de phasage de l'exploitation joint en annexe 2 du présent arrêté.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 5.4.4 Rejet dans le milieu naturel

##### 5.4.4.1 Valeur limite de rejet

Les eaux rejetées directement dans le milieu naturel doivent satisfaire aux valeurs limites suivantes :

| Paramètres  | Valeurs limites *        |
|---|--------------------------|
| Température   | inférieure à 30 °C       |
| pH  | compris entre 5,5 et 8,5 |
| Matières en suspension totales (MEST)                         | 35 mg/l                  |
| Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) | 125 mg/l                 |
| Hydrocarbures   | 5 mg/l                   |
| Modification de couleur du milieu récepteur                   | 100 mg Pt/l.             |

\* Ces valeurs limites sont à respecter pour tout prélèvement instantané.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions (y compris en sortie du décanteur-deshuileur). Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST – DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions (y compris en sortie du décanteur-deshuileur).

Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 5.4.4.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

#### 5.4.4.3 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure du débit (et température, concentration en polluant...).

La localisation du point des rejets des eaux dans le milieu naturel sont joints en annexe 2 du présent arrêté.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### **5.4.5 Eaux de l'installation de sciage**

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées.

Les eaux de l'installation de sciage sont traitées par décantation avant rejet par surverse dans le milieu naturel via un fossé.

Les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites de rejet décrite à l'article 5.4.4.

#### **5.4.6 Eaux de ruissellement des « zones de stockage d'extraction inertes »**

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockages des déchets d'extraction inertes » ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

L'exploitant doit procéder, si nécessaire, au traitement et au recyclage des eaux de ruissellement des installations de stockage et des terres non polluées.

#### **5.4.7 Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées**

La gestion des eaux de ruissellement pluviales non susceptibles d'être polluées doit être réalisée par pallier. Sur chaque palier des merlons permettront de canaliser les eaux vers les bassins de décantation. Leur emplacement et leur taille sont amenés à évoluer au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation.

Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel par un fossé après décantation. Les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites de rejet décrite à l'article 5.4.4.

#### **5.4.8 Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aire de stationnement, ravitaillement des engins) sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans les bassins de décantation. Les eaux rejetées doivent respecter les valeurs limites de rejet décrite à l'article 5.4.4.

### **5.5 SURVEILLANCE DES SOURCES S1 ET S2**

Deux habitations alimentées par des puits privés sont recensées aux abords de la carrière.

#### **5.5.1 Mesures de suivi**

L'exploitant doit mettre en place les mesures suivantes :

Mesure 1 : Un suivi trimestriel du débit des sources S1 et S2 avant toute exploitation de l'extension de la carrière doit être réalisé (un point zéro). Ce suivi des débits se poursuivra tout au long de l'exploitation de la carrière. Un relevé météorologique (pluviométrie) pourrait accompagner les mesures de débit.

Mesure 2 : Un suivi analytique doit être mis en place conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire. Ce suivi doit notamment comporter :

- x une analyse de type D1D2 avant toute exploitation de l'extension de la carrière (réalisation d'un point zéro) puis a posteriori une fois tous les 10 ans ou après une pollution accidentelle ;
- x une analyse de type D1 une fois par semestre.

#### **5.5.2 Mesures de protection**

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit tout mettre en œuvre pour éviter toute pollution des sources. Il doit prévenir immédiatement les usagers des sources de ne plus consommer l'eau jusqu'au retour d'analyse conforme. L'exploitant doit effectuer les analyses nécessaires et le suivi des sources.

La fuite doit être arrêtée le plus rapidement possible. Les terres doivent immédiatement être décapées pour limiter l'infiltration dans les sols. Ces terres doivent ensuite être évacuées et traitées dans la filière déchet appropriée.

En cas de dégradation des ressources en eau (quantitatif ou qualitatif) de manière pérenne due à l'exploitation, l'exploitant doit trouver une solution de substitution pour alimenter les deux habitations concernées.

En cas de pollution accidentelle ou de dégradation des ressources en eau, l'exploitant doit prévenir immédiatement les usagers des sources mais également les services de l'inspection des installations classées et l'Agence Régional de la Santé.

### 6.1 PRINCIPES DE GESTION

#### 6.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du Code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production des déchets d'extraction, notamment en agissant sur la conception et les installations de traitement des matériaux afin de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources.

2° Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation ;
- d) L'élimination.

Par ailleurs, les conditions d'exploitation doivent être conçues de manière à :

- économiser les ressources épuisables ; à cet effet, le défrèvement maximal du gisement sera recherché,
- améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources,
- contribuer à la transition vers une économie circulaire.

#### 6.1.2 Séparation des déchets

Les déchets doivent être répertoriés selon les trois catégories suivantes :

- les déchets d'extraction inertes (résultant de l'exploitation) ;
- les déchets non dangereux ;
- les déchets dangereux définis à R. 541-8.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du Code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du Code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du Code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 541-225 à R. 541-227 du Code de l'environnement.

### **6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

#### **6.1.3.1 Généralités**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **6.1.3.2 Zones de stockage des déchets d'extraction inertes internes**

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

#### **6.1.4 Plan de gestion des déchets d'extraction**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan est transmis au préfet.

---

## **7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES EMISSIONS LUMINEUSES**

---

### **7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **7.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques

susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée lors de la prochaine campagne d'exploitation, et lors de la prochaine campagne de concassage ou de criblage des matériaux (les deux installations ne pouvant fonctionner en même temps).

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

### 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (\*).

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 18h du lundi au vendredi hors jours fériés |
|--|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)   | 6dB(A)   |
| Supérieur à 45 dB(A)   | 5 dB(A)  |

(\*) Les zones à émergence réglementée sont définies réglementairement par les zones :

- à l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- à l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Lors des campagnes de mesure, l'exploitant doit réaliser les mesures au droit des zones à émergence réglementée les plus proches de la carrière.

### 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES                        | PERIODE DE JOUR<br>Allant de 7h à 18h,<br>(lundi au vendredi hors jours fériés) |
|---------------------------------|---|
| Niveau sonore limite admissible | 60 dB(A)  |
| Point C                         | 47 dB(A)  |
| Point D                         | 58 dB(A)  |

Un plan de localisation des point C et D est joint en annexe 3 du présent arrêté.



## **7.3 EMISSIONS LUMINEUSES**

### **7.3.1 Émissions lumineuses**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

### 8.1 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Le ravitaillement et le stationnement des engins est assuré sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des liquides résiduels ou par un dispositif présentant des garanties équivalentes. Les engins sont ravitaillés en bord à bord par un camion citerne, disposant d'une pompe de distribution à arrêt automatique.

En dehors des périodes de fonctionnement, tous les engins et le groupe mobile sont évacués du site.

L'aire de ravitaillement et de stationnement des engins est réalisée en dehors des bassins d'alimentations des sources S1 et S2.

VI. L'entretien et les réparations des engins sont réalisées hors du site.

Un contrôle régulier des engins doit être réalisé. En cas de fuite d'un des engins, cette fuite doit être colmatée immédiatement et l'engin doit être évacué hors du site en vue de sa réparation. En cas d'intervention exceptionnelle des bacs de rétentions mobiles doivent être placés sous les engins. Les effluents contenus dans le bac de rétention devront être traités dans la filière de déchets appropriés.

VII. Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

VIII. En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

IX. Un inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour.

Les fiches de données de sécurité des produits sont regroupées dans un recueil.

## **8.2 PREVENTION DES INCENDIES**

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

## **8.3 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours.

Les équipements sont repérés, facilement accessibles et maintenus en bon état.

En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées doit être informée dans des délais brefs.

## **8.4 VÉRIFICATION PERIODIQUE DES ÉQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

## **8.5 ENGIN DE GUERRE**

Toute découverte fortuite d'engin de guerre effectuée dans le cadre de l'exploitation, doit faire l'objet d'une information immédiate du Service Interdépartemental de Défense et de Protection Civile (SIDPC).

### 9.1 CESSATION D'ACTIVITÉ

#### 9.1.1 Arrêt des travaux d'extraction

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation. Cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

#### 9.1.2 Notification de la cessation d'activité

L'exploitant doit notifier la date de cet arrêt, au Préfet, 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant est tenu de transmettre au Préfet un mémoire précisant les travaux de remise en état et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts L. 511-1 du Code de l'environnement compte tenu de l'usage définitif : écologique et paysagers.

Le mémoire rappelle les enjeux écologiques du site : faune, flore, eaux souterraine, identifiés lors de la demande d'autorisation, des modifications d'exploiter et les engagements pris par l'exploitant afin d'assurer la vocation ultérieure du site.

Le mémoire est accompagné :

- des relevés des plans et éléments documentaires permettant de vérifier le respect de la zone d'évitement décrite au paragraphe 2.1 du présent arrêté ;
- d'un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état ;
- d'un plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé ;
- de photographies ;
- de tous autres documents de nature à préciser et compléter ce mémoire.

### 9.2 REMISE EN ÉTAT DU SITE

#### 9.2.1 Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation déposé le 08 août 2001 et complété le 25 février 2020, 19 mars 2021, 28 octobre 2021 et du 25 mai 2022.

Les panneaux avertissant des dangers du site et les dispositifs de clôture doivent être maintenus.

#### 9.2.2 Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément aux plans en annexe du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de supprimer toute structure et engins n'ayant plus d'utilité.

En particulier les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

#### 9.2.3 Description de la remise en état

L'occupation du sol aux abords du site étant à dominance forestière et prairiale, le principe général du réaménagement est de remodeler et revégétaliser le site afin de constituer un ensemble de milieu diversifiés pour la flore et la faune. La conservation et le développement

de la masse boisée existante sur le devant de la carrière réduira fortement la perception du site après exploitation.

Le réaménagement comportera les dispositions suivantes :

- maintien des milieux boisés situés au Nord de l'emprise du site, ainsi qu'à l'Ouest de la carrière (zone en renouvellement) ;
- maintien de la piste d'accès au carreau et création d'une piste forestière au Nord du site ;
- aménagement des fronts d'exploitation résiduels : écrêtage des têtes de front, tracé arrondis dans les angles, régalage de terre végétal sur les banquettes et plantation de végétaux, talutage ponctuel en pied de front à l'aide de stériles d'exploitation.

Certaines zones ne seront pas ensemencées afin de favoriser une revégétalisation spontanée. Les autres secteurs seront ensemencés par des semis constitués d'espèces locales. Les plantations seront réalisées à partir d'un mélange de jeunes plants de conifères et de feuillus avec des essences locales adaptées au contexte climatique futur (plus chaud et plus sec). Les plantations seront réalisées en « nid » afin de recréer une ambiance forestière plus rapidement. Les travaux seront réalisés d'octobre à mars en évitant toutefois les périodes de gel, de neige ou de forte humidité.

Pour les fronts non talutés, une zone intermédiaire constituée d'un amas de blocs issus du biseautage du front supérieur prendra place en pied de paroi. Un régalage d'au moins 50 cm de terre végétale sera réalisé sur toute la largeur de la banquette pour permettre la reconstitution d'un sol apte à la revégétalisation spontanée. Des plantations de genêts pourront être réalisées ponctuellement sur certaines banquettes ;

- création d'un merlon à l'aplomb du front d'exploitation le plus haut du site, en lisière de forêt, pour éviter le risque de chute ;
- création de pierriers (éboulis) sur les anciennes banquettes en faveur de l'herpétofaune ;
- création de mares, bassins et hibernaculums, en faveur des batraciens. Les bassins d'orages aménagés sur les banquettes des gradins d'exploitation seront conservés et réaménagés en mares à vocation écologique. Dans le cadre du réaménagement, les bords des bassins d'orage seront remodelés pour conférer aux mares une pente très douce atteignant environ 1 m de profondeur. L'aménagement de mares permettra donc la reproduction des amphibiens. Les abris rocheux du site et les boisements à proximité pourront leur offrir un habitat pour la période hivernale ;
- talutage, régalage de terre végétale sur l'ensemble de la zone d'exploitation et végétalisation spontanée du gradin supérieur ;
- aménagement d'un front minéral de 12,5 m de haut à l'Est du site en faveur des oiseaux rupestres. Des cavités à destination des oiseaux seront creusés entre 8 et 10 m du sol. 2 à 3 cavités pourront être creusées d'exposition variés ;
- création d'une zone humide écologique, roselière au Sud de l'ancien carreau d'exploitation ;
- maintien du milieu pionnier au Nord de l'ancien carreau d'exploitation ;
- création d'une clairière engazonnée à l'Ouest de la zone d'exploitation. Le semis aura une densité de 5g/m<sup>2</sup> afin de permettre la colonisation naturelle de la clairière par des espèces indigènes. La reconstitution se fera à l'aide de graminées et de légumineuses spécifiques à la montagne vosgienne et adaptées aux conditions stationnelles (granit) ;
- la mise en place d'un merlon végétalisé au niveau des zones dangereuses pour limiter l'accès au public.

Les plans du principe de réaménagement sont joints en annexe 4 du présent arrêté.

▼ Illustration : Schéma d'aménagement d'une cavité à Grand-Duc d'Europe



## 10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

### 10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### 10.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de SAULXURES SUR MOSELOTTE du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de SAULXURES SUR MOSELOTTE du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Vosges, pendant une durée minimale de quatre mois.

### 10.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société GRANITERIE PETITJEAN.

Fait à Épinal, le **21 OCT. 2022**

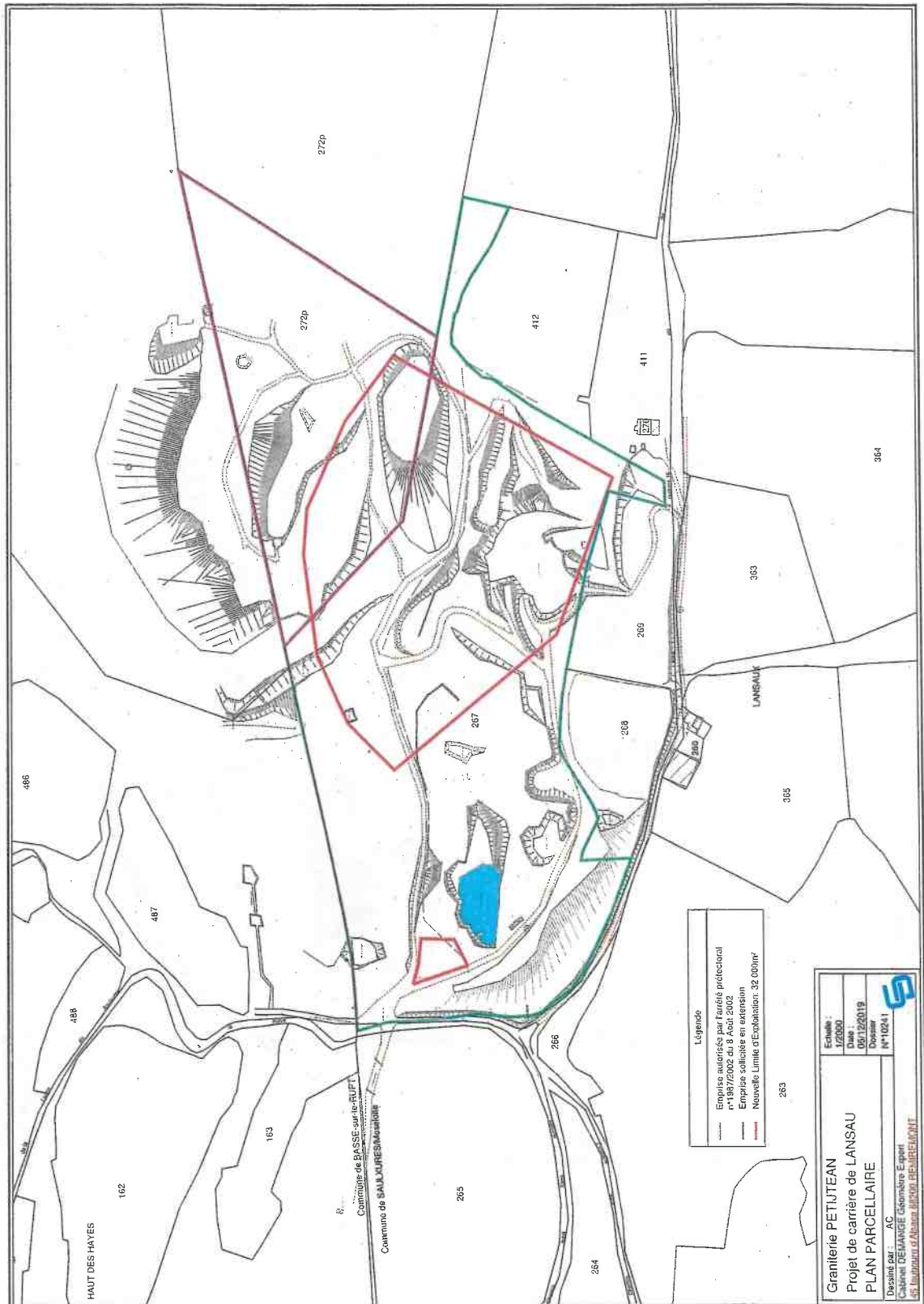
Le Préfet,

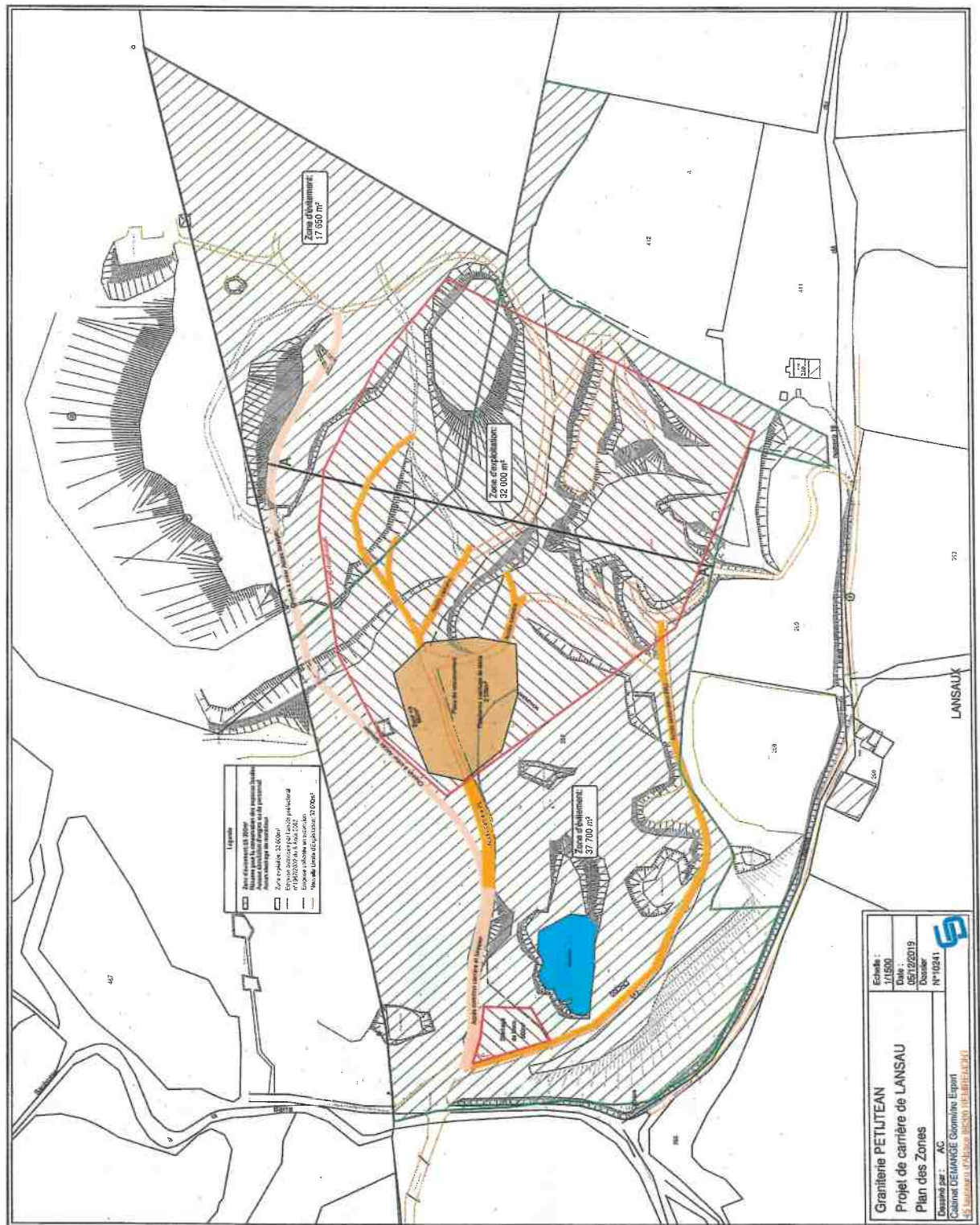
Par délégation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général

David PERCHERON



Annexe 1 :  
Plan parcellaire







Plan de phasage, de gestion des eaux au cours de l'exploitation de la carrière, et plan localisation du point de rejet d'eau





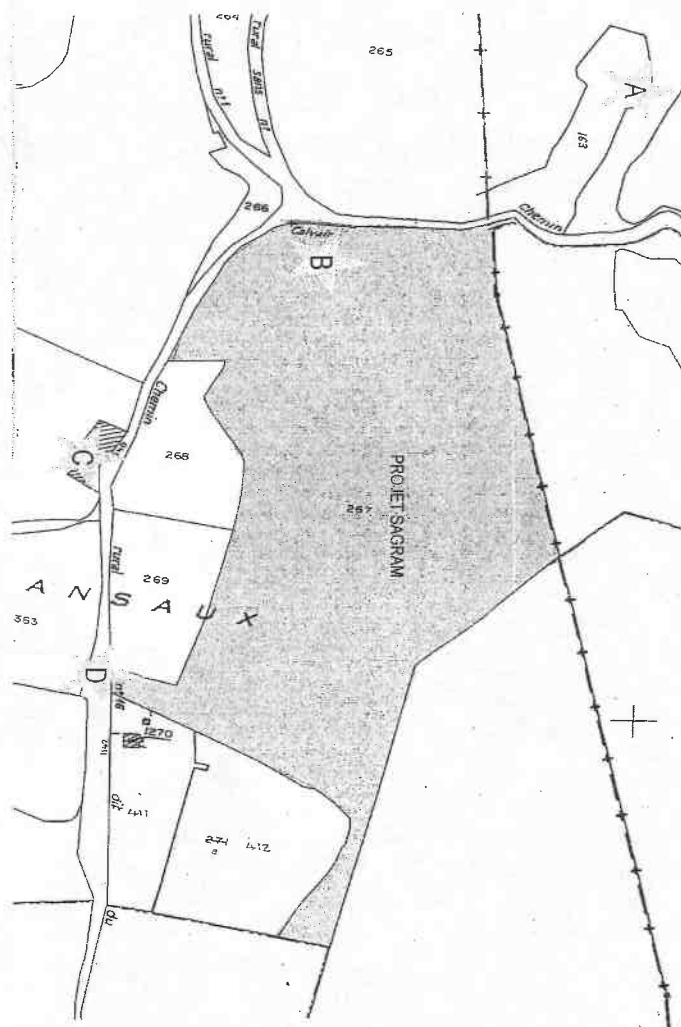






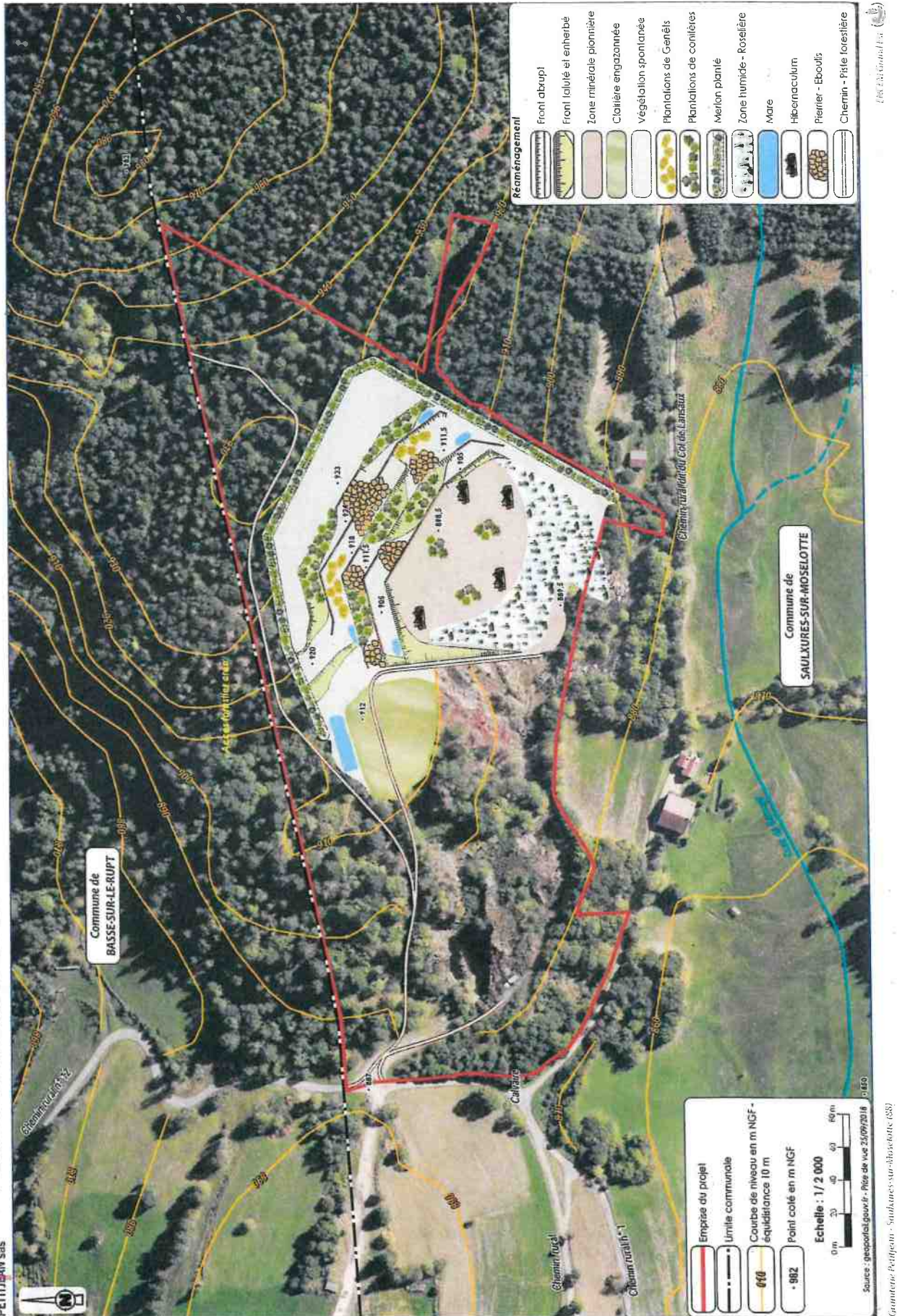


Annexe 3 :  
Plan de localisation des points C et D





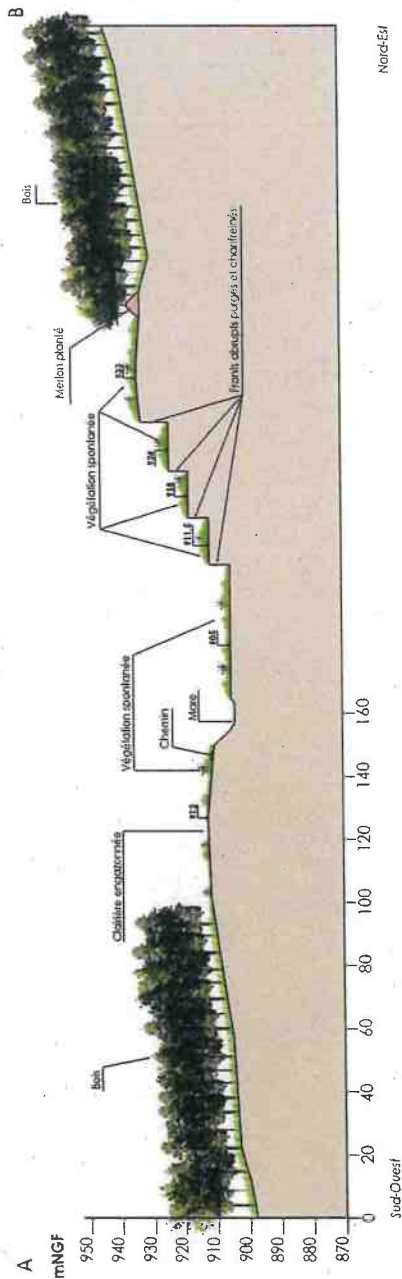
Annexe 4 :  
Plan du principe de réaménagement





# COUPES DE LA REMISE EN ÉTAT

Echelle des coupes :  
Longueurs : 1/1 500 -  
Hauteurs : 1/1 500 -



## LOCALISATION DES COUPES

